

LES NANTAIS

A TOUS LES DÉPARTEMENS

DE LA RÉPUBLIQUE.

Græcia concidit libertate immoderata & licenciâ concionum.

(Cic. *pro Flaco.*)

QUATRE années de révolution ont agité la France, & l'on nous annonce encore une troisieme révolution !

Où allons-nous ?

Que voulons-nous ?

Des milliers des Français ont arrosé de leur sang l'arbre de la liberté. Nous avons vécu jusqu'à présent au milieu des troubles & des angoisses. Nos sacrifices ont été nombreux. Ce que nous avons fait, nous sommes prêts à le faire encore.

Mais sachons enfin où doit s'arrêter la révolution.

La Bastille est renversée ; le chef des Bourbons a porté sa tête sur l'échafaud ; le reste de cette famille est à jamais proscrit. Nous avons voulu la liberté, nous sommes libres ; du moins le principe de cette liberté est-il décrété, il est dans tous nos cœurs. Nous avons voulu l'égalité politique, nous sommes égaux en droits ; enfin nous avons voulu la république populaire, nous sommes républicains ?

Français, que voulons-nous encore !

Un cri général doit ſe faire entendre; nous devons vouloir la paix & le bonheur, une conſtitution & un gouvernement.

Il ſeroit abſurde de prononcer que nous ſommes vraiment libres, vraiment heureux. Nous ſommes en guerre avec toutes les puiſſances de l'Europe; pluſieurs départemens ſont en proie à tous les fléaux de la guerre civile; des factions oppoſées troublent, diviſent & partagent la république. Nous avons des dictateurs dans nos départemens, & c'eſt peut-être un mal néceſſaire dans les circonſtances où nous nous trouvons; mais auſſi long-temps que nous aurons de pro-conſuls, des viſites domiciliaires; auſſi long-temps que le ſecret des lettres ſera violé, que les opinions ne ſeront ni libres, ni tolérées, nous ne ſerons ni vraiment libres, ni vraiment heureux.

Il faut donc remonter promptement à la ſource de tous nos maux. Elle n'eſt pas toute entiere dans la Convention nationale. La Convention ſeroit forcément à la hauteur des circonſtances, ſi l'on n'étoit parvenu à diviſer, à égarer l'opinion publique dans les départemens.

Ceux-là qui nous crient : les lumieres ne ſont bonnes à rien; ceux qui ne veulent pas qu'on éclaire le préſent par l'hiſtoire, & qu'on préjuge l'avenir par le paſſé, ceux-là, dis-je, ont un grand intérêt à nous envelopper, des ténebres de l'ignorance. Danton & Robeſpierre ſavent que Mahomet & Cromwel régnerent par l'ignorance; ils ſavent que l'ignorance eſt la mere de toutes les erreurs morales & politiques; ils ſavent qu'il eſt plus facile de tromper les hommes que de les détromper. Les frippons cherchent donc les ſots pour s'en faire des partiſans; les frippons craignent les gens éclairés qui peuvent pénétrer leurs complots.

La philoſophie & les lumieres ont préparé, mûri, commencé la révolution, & déjà la révolution eſt menacée par l'ignorance. Je ne vois



plus régner que les imbéciles & les frippons. Les hommes instruits, les philosophes seront bientôt contraints de fuir ou de se cacher. Et que sont devenus la plupart de ces constituans qui eurent notre estime & notre admiration ? Les factieux les ont calomniés, les scélérats les ont persécutés, les ignorans les ont méprisés ; ils sont presque tous écartés, presque tous réduits à se taire. Le despotisme le plus dangereux de tous, est celui qui porte le masque populaire. Le tyran le plus à craindre est celui qui sort de l'ombre où il n'étoit pas apperçu. Mahomet n'étoit qu'un brigand, Tamerlan qu'un pâtre, Cromwel qu'un citoyen obscur. Les factieux qui dominent aujourd'hui l'opinion, n'étoient pas même connus avant 1789 On ignoroit jusqu'à leurs noms ; & maintenant ils regnent insolemment, ils regnent par la toute-puissance de l'ignorance & de la sottise.

Le mal est profond. Le vaisseau de l'état vogue sans boussole, au milieu des écueils ; & les intrigans, les traîtres brisent son gouvernail, en se le disputant.

Nous avons vu l'Assemblée constituante honorée, puissante de notre respect & de notre confiance.

Nous avons vu l'Assemblée législative inspirer d'abord la défiance, ensuite le mépris pour les travaux de l'Assemblée constituante.

Nous avons vu la Convention décrier, & l'Assemblée constituante, & l'Assemblée législative.

Nous avons vu Barnave & Lameth gouverner l'opinion publique ; nous avons vu la faveur populaire abandonner Barnave & Lameth, pour entourer Pétion & Brissot ; nous avons vu Pétion & Brissot dévoués à la haine du peuple, par Robespierre & Danton.

Depuis deux ans les principes n'ont pas fait un pas. Les factieux se sont emparés tour-à-tour de l'opinion publique, & l'opinion publique les a tour-à-tour renversés.

Français, devenus républicains, n'avez-vous donc pas changé de caractere ? Serez-vous toujours légers, inconséquens, frivoles & maniables au gré de toutes les passions, de tous les intérêts & de tous les partis ?

La Convention nationale n'est point à la hauteur des circonstances ; elle est dominée par deux partis opposés, presque également puissans. L'un de ces partis est accusé de n'être pas assez révolutionnaire ; l'autre l'est certainement beaucoup plus qu'il ne faut. Le premier est, dit-on, modéré ; le second est toujours hors de toute mesure. Tous les deux nous menent à la dissolution ; & si vous n'y prenez garde, Français, vous serez bientôt assis ou plutôt renversés sur les ruines de la république. Les deux partis ont déjà demandé la convocation des assemblées primaires. Guadet & Lacroix ont semblé croire que la Convention ne pouvoit plus sauver la France. La Convention a menacé de quitter Paris & d'aller tenir ses séances à Versailles. La Convention n'est donc pas libre : les factieux & d'insolentes tribunes osent donc dicter des lois à la Convention ! la Convention a proclamé son impuissance, son avilissement & son esclavage.

La discorde secoue violemment ses torches sur nos têtes, la calomnie verse ses poisons dans nos cœurs. L'anarchie relâche tous les liens sociaux & politiques ; & ce que la postérité aura peine à croire, les factieux ont réussi à organiser le trouble & la division.

Les deux partis qui se heurtent dans la Convention, veulent l'un & l'autre l'avilissement de la représentation nationale. Il est des patriotes égarés sur la montagne, il en est dans le côté droit ; mais par-tout il existe des traîtres. Les puissances coalisées ont un intérêt égal à soudoyer Brissot & Robespierre, parce que si l'un des partis l'emportoit sur l'autre, la division cesseroit aussitôt, &

l'intérêt suprême des despotes est de nous tenir sans cesse divisés. C'est dans le sein de la Convention, c'est dans nos sociétés populaires qu'ils remportent leurs victoires ; & il est une vérité constante & terrible, c'est que les factieux leur coûtent plus à soudoyer que leurs armées. Toute leur force, toute leur politique est dans cette exécrable maxime de Tibere : *Divise, & tu commanderas.*

Républicains, nous ne pouvons rester neutres dans la grande querelle nationale.

Rallions-nous fortement aux vrais principes. Ne soyons ni modérés ni frénétiques. Entourons de la puissance de notre opinion, la majorité de la Convention, qui veut le bien & qui ne peut le faire. Sommons tous les mandataires infidelles de sauver la patrie, de faire leur devoir, ou de descendre de leur poste pour monter à l'échafaud.

On nous dit tous les jours : les montagnards sont les seuls soutiens de la république ; tous leurs ennemis sont les ennemis de la république.

Examinons donc la conduite des chefs qui dominent sur la montagne. Nous en parlerons sans haine & sans prévention. Nous ne citerons que des faits ; nous ne parlerons qu'à votre mémoire, & la seule réunion, le seul rapprochement de ces mêmes faits éclairera votre opinion, comme il a fixé la nôtre.

Si l'on en croit les montagnards, ils veulent seuls la république. Condorcet, Buzot & Brissot sont d'infames royalistes. Il est un fait certain, c'est que les coryphées de la montagne ne parlent de la république que depuis qu'elle est décrétée, & que Condorcet & Brissot ont demandé la république au mois de Juin 1791. C'est sur la motion de Buzot qu'un décret de la Convention a condamné à mort quiconque proposeroit le rétablissement de la royauté. Il est encore un fait non moins constant, c'est que Buzot, Brissot & Condorcet paroissent vouloir une république organisée,

& que la montagne ne parle de la république que pour en dégoûter tous les esprits sages & formés aux méditations politiques. Ecoutez-les, ils vous diront : les Sans-culottes sont les seuls républicains, la vertu ne se trouve que chez eux ; il faut dénoncer, persécuter, emprisonner, ruiner tous les citoyens paisibles, parce que ce sont des modérés. Exaltons-nous, exaltons-nous sans cesse, défions nous de tout le monde. Et par-dessus tout cela, ils ajoutent, pour éloigner de la révolution tous ceux qui ont quelque chose : la révolution ne s'arrêtera que lorsque tous les Français auront une propriété, c'est-à-dire, lorsque tous les Français auront chacun 90 livres de revenu fixe & net.

Si vous voulez connoître leur philosophie, rappelez-vous ce que disoit Merlin, le 14 Novembre 1792, à la tribune des Jacobins : *Perisse l'humanité entiere plutôt qu'un principe !* Comme si les hommes avoient besoin de principes lorsqu'ils seroient tous détruits.

Si vous voulez connoître leur politique, rappelez-vous ce que Saladin a dit au peuple assemblé dans l'église paroissiale d'Abbeville : *Dans un temps de révolution, IL FAUT METTRE DE COTÉ LES LOIS, il faut agir suivant les circonstances.* Et la même doctrine est prêchée tous les jours par les anarchistes que Pitt soudoie à Paris.

Si vous voulez connoître leur morale, rappelez-vous cette maxime de Marat : *Dans les révolutions où l'on a besoin d'un grand mobile, d'un levier qui agisse sans cesse, l'on ne peut parvenir à ses fins que par LA PROFONDEUR DU SCANDALE.* Et Marat, qui, comme le disoit Champfort, n'a d'autre science que celle du crime ; d'autre courage que celui de la honte ; Marat parloit alors des massacres des 2 & 3 Septembre ; il les justifioit, il en faisoit l'apologie.

On a reproché à Briſſot d'avoir été l'ami, le ſoutien de Dumouriez ; on a reproché à Genſonné d'avoir entretenu une correſpondance ſuivie avec lui. Mais Danton n'étoit-il par l'ami le plus chaud de ce perfide conſpirateur ? Danton avoit vu toutes ſes machinations dans la Belgique, & Danton ne l'a point dénoncé ! Français, partiſans de Danton, répondez à cet argument : ou Danton eſt un ſot, ou Danton eſt un traître ; or Danton n'eſt point un ſot, Danton eſt donc un traître.

Le général Berruyer étoit depuis long-temps ſuſpect aux corps adminiſtratifs de Nantes, qui s'étoient plaints à Berruyer de Berruyer lui-même... Une lettre de Choudieu, montagnard, raſſura nos corps adminiſtratifs ſur le compte de ce général. Choudieu en fit les plus grands éloges ; Choudieu dit qu'il méritoit toute notre confiance... Eh bien! Choudieu ſuivoit Berruyer; il étoit, avec lui, partiſan de la montagne ; prononcez, mais rappelez-vous que ſans la lettre de Choudieu, Berruyer auroit été dénoncé à la Convention, ſon armée n'eût point été diſſoute, les brigands ſeroient détruits, tous nos déſaſtres auroient été prévenus.

Fabre-d'Eglantine & Chabot ſont puiſſans ſur la montagne. Leur luxe inſultant, fruit de leurs dilapidations, a crié ſi haut, que les Jacobins de Paris ont cru prudent de les rayer eux-mêmes de leur matricule.

Rovere, Bazire & Legendre, commiſſaires à Lyon, ſont des chefs de la montagne. La république entiere a retenti des excès arbitraires de leur dictatoriat, & du luxe inſolent qu'ils oſoient afficher. C'eſt ainſi que Rouyer, Letourneur & Brunel ſe ſont montrés à Beziers, dans un char traîné par ſix chevaux, retraçant, au milieu de la république, le faſte des anciens intendans.......

Ce commiſſaire de la Convention qui fut envoyé à Strasbourg, ſiégeoit auſſi ſur la montagne. Il

avoit un fils ; destitue un honnête citoyen, pour lui donner sa place.

Français, on vous égare avec des phrases, nous vous éclairons par des faits irrécusables. Poursuivons.

Un des enfans perdus de la montagne sainte, Delpech, écrivit à Bordeaux : accaparez les chanvres, le ministre de la marine les payera plus chers ; & quelques jours après, un incendie a menacé les magasins de chanvre à l'Orient.

Au moment où la république cherche à relever les assignats ; au moment même où les montagnards provoquoient le décret qui supprimoit la vente de l'argent, plusieurs de ces montagnards, allant en commission dans nos départemens, se faisoient compter cinq mille livres en assignats & mille écus.... en or ! Et ce sont là ces fiers républicains, ces patriotes austeres, qui vont prêchant le sans-culotisme, & qui vous disent avec emphase : *Un républicain ne doit désirer que du fer & du pain !*

Les anarchistes ont l'impudeur de proclamer que tous nos journaux sont vendus à l'aristocratie, parce qu'ils ne prêchent ni le meurtre ni le pillage, & sur-tout parce que les traîtres s'y trouvent tous les jours démasqués. Et il est des républicains assez stupides pour ajouter quelque foi à cette ridicule assertion des anarchistes ? Et qu'est donc devenu notre jugement ? Qu'auroit on pensé dans les premieres années de la révolution, de celui qui auroit osé dire : le Moniteur, le Journal des débats, le Patriote & la Chronique, qui étoient alors ce qu'ils sont aujourd'hui, sont infectés du virus de l'aristocratie ? Et d'ailleurs, les anarchistes qui soudoient des insurrections, ne peuvent-ils soudoyer aussi de misérables pamphlétaires ? n'ont-ils pas *l'ami du peuple*, de Marat ; *l'ami des citoyens*, de Tallien ; *le défenseur du peuple*, de Robespierre ? Et si ces feuilles sont peu accré-

ditées dans la république, n'eſt-ce pas la faute des rédacteurs, & ſur-tout des principes déſaſtreux qu'ils profeſſent à la honte de l'humanité, de la philoſophie & de la nation françaiſe ?

Il fut un miniſtre qui empêchoit les anarchiſtes de dominer l'opinion publique : ce miniſtre fut culbuté ; ce miniſtre en tombant commit une faute plus grave encore, il rendit ſes comptes à la nation. Danton & Pache n'ont point rendu leurs comptes... & l'on a demandé la tête de Roland ; & les anarchiſtes qui ſe ſont oppoſés à ce que les comptes de Roland fuſſent appurés par la Convention, & ces anarchiſtes qui nous inſtruiſent de tous leurs démêlés, qui épient toutes les actions des citoyens pour les mettre au grand jour, nous diſent-ils comment chaque mois épuiſe le tréſor public ? comment des milliards s'engloutiſſent dans les dépenſes extraordinaires de la guerre ? Sans doute la guerre contre toute l'Europe doit être coûteuſe. Nous y dévouerons notre fortune ; mais quelles que ſoient les mains qui en dirigent l'emploi, nous avons droit de nous étonner de ces profuſions, ſur tout quand un dénuement total afflige & arrête nos armées. Et cependant le mois de Février a coûté cent quatre vingt-dix-ſept millions, le mois de Mars deux cents ſeize. Qu'on nous diſe donc comment les armées qui manquent de tout, ont pu légitimer ces énormes dépenſes ? C'eſt là que la publicité & le grand jour ſont néceſſaires. Qu'on nous diſe pourquoi l'on a ſupprimé le numérotage des aſſignats, pourquoi l'on a mis un banqueroutier à la tête de leur fabrication, pourquoi le montagnard Rovere a demandé un ſurſis pour *Geoffroi*, condamné à mort pour avoir mis de faux aſſignats dans la circulation ?

Républicains, on vous dit perfidement tous les jours : « nous ne devons connoître aucun parti ; » nous ne devons point nous occuper des per- » ſonnes, mais des choſes. » C'eſt ainſi qu'on

nous mene à notre perte. C'eſt ce que l'on nous diſoit avec de grands mots, avec des convulſions oratoires, lorſque, il y a quatre mois, vous vouliez, ſur les dénonciations de pluſieurs membres du côté droit, demander l'expulſion de tous les Bourbons. Eh bien ! en paſſant à l'ordre du jour, en ne voulant vous occuper que des *choſes*, vous avez manqué de perdre la choſe publique. D'Orléans vous a trahi ; il nous fut toujours ſuſpect, il nous le fut plus encore lorſqu'il voulut prendre le beau nom d'Egalité. Et remarquez bien que les anarchiſtes qui ont adhéré depuis au décret porté contre Egalité, ne ſe ſont pas permis encore de l'injurier à la tribune de la Convention ni à celle des Jacobins. Ce fait eſt inconteſtable. Marat même, qui depuis appela, ainſi que Robeſpierre & Danton, toute la rigueur des lois contre Philippe d'Orléans ; Marat, dans ſa lettre lue le 13 Avril à la Convention, traite de *conjuration imaginaire* celle qui avoit pour but *de mettre Louis-Philippe d'Orléans ſur le trône.* Il eſt donc démontré que les anarchiſtes ménagent encore le traître d'Orléans. Et certes, ce n'eſt chez eux ni inſouciance ni mépris. Ils n'ont jamais parlé des perſonnages qui leur déplaiſoient, même après les avoir culbutés, qu'en leur prodiguant les épithetes les plus injurieuſes & les plus cruellement dénigrantes. Et vous avez dû remarquer encore qu'ils ne ſe montrent pas auſſi acharnés contre Dumouriez qu'ils l'ont été contre Lafayette ; & cependant lequel des deux a mis la France plus près de ſa perte ?

Nous avons ſouvent obſervé, & certes nous avons dû nous en étonner, que lorſqu'on dénonçoit Roland, Briſſot, & ceux qu'on dit être de leur parti, on écoutoit le dénonciateur avec ſatisfaction, on l'applaudiſſoit ; on ne s'aviſoit pas de crier : *occupons-nous des choſes, & non des perſonnes.* Mais attaque-t-on Marat, Robeſpierre ou Danton,

leurs partisans vociferent aussitôt : *laissons là les personnes pour ne nous occuper que des choses ;* & le public applaudit, égaré par le motif de salut public que semble présenter cette phrase absurde. Républicains, cette tactique des malveillans est inepte & grossiere, & tous les jours cependant vous en êtes la dupe. Ah ! puissions-nous vous convaincre pour notre intérêt commun. Ce n'est qu'en nous occupant des personnes que nous sauverons la chose publique ; pour démasquer les traîtres, ne faut-il pas s'occuper d'eux ? Qui donc perd la république, sont-ce les choses ou les personnes ? Les choses ! mot insignifiant & perfide ! & on nous perd en propageant ce lieu commun, en fermant la bouche aux vrais amis du peuple qui ne veulent pas laisser dévorer la moisson naissante de son bonheur.

Républicains, ouvrez les yeux. Eh quoi ! ne voyez-vous pas que ceux-là même qui nous crient sans cesse de ne nous occuper que des choses, ceux-là même nous proposent à grands cris des visites domiciliaires ? Il est donc des temps où ils croient bon de s'occuper aussi des personnes, & alors ils nous proposent de discuter publiquement à la tribune toutes les personnes en place ; & dans d'autre temps, quand ils se voient à l'ordre du jour, ils osent nous dire : vous ne devez vous occuper que des choses ; & vous croyez à des traîtres qui ont peur qu'on ne s'occupe d'eux ?

Républicains, nous vous présentons hardiment le flambeau de la vérité ; si vos yeux refusent de s'ouvrir à sa lumière ; si vous n'êtes pas convaincus, si vous restez muets, impassibles, la république est perdue, nous périrons.

Plusieurs d'entre vous se sont réjouis du triomphe de Marat : le triomphe de Marat nous a fait frémir. Marat est l'odieuse pomme de discorde jetée dans la république par les ennemis des Français ; Marat est le plus grand de tous les frénétiques ou le plus grand de tous les scélérats ; éga-

lement dangereux ſous les deux rapports, il de-voit marcher à l'échafaud ou aux petites maiſons. Il eſt impoſſible de trouver un moyen terme dans cette aſſertion. Eh bien, ô honte de la patrie! Marat a des partiſans nombreux; il ſiége encore dans la Convention; on a proſtitué pour lui la couronne civique. Ah! la république ne penche-t-elle pas vers ſa ruine, au moment où Marat triomphe de la Convention? Et ne ſommes-nous pas perdus ſans retour, ſi nous tardons encore à ouvrir les yeux ſur l'abîme où nous précipitent à la fois la ſcélérateſſe & l'ineptie?

Nous voyons une commune orgueilleuſe rivaliſer de puiſſance avec la repréſentation nationale. Elle ſouffre à côté d'elle 48 ſections délibérantes, ayant chacune un comité révolutionnaire; elle établit une correſpondance active avec les 44 mille municipalités; elle établit une république dans la république, un gouverment dans le gouvernement. Paris veut imiter Rome, & dominer toutes les adminiſtrations. Paris veut attirer tout l'or des départemens dans ſon ſein. Alors il dominera ſur nos têtes, alors nous ſerons écraſés ſous le joug municipal; nous aurons des tribuns, nous ſerons eſclaves; & pour notre éternelle honte, Français, nous l'aurons voulu, puiſque nous l'aurons ſouffert.

Républicains, nous ſonnons le tocſin, un feu violent dévore la république. Levez-vous, arrêtez les incendiaires d'autant plus coupables, qu'ils vous ont perfidement égarés. Ils vous montroient le bonheur, & ils vous pouſſoient dans l'abîme; & encore aujourd'hui ils éloignent ſans ceſſe du port le vaiſſeau de l'état, & ils multiplient autour de lui les tempêtes & les naufrages. Ecraſez tous ces inſectes politiques qui n'aſpirent à dominer l'opinion qu'en la dévoyant, qui n'ont quelque force que parce qu'ils ont ſu inſpirer un ſtupide engouement pour les vertus qu'ils affichent, &

qu'ils ne pratiquent pas ; qui ne voient de ſalut pour eux que dans l'anarchie ; qui apperçoivent, en frémiſſant, le terme de leurs ſuccès & de leur ambition dans le retour de l'ordre, & qui vous diſent inſolemment par la bouche de Marat leur prophète : » pendant quatre années encore il » ne nous faut que des lois révolutionnaires, & » gardons-nous bien de nous donner une conſti- » tution ». Les ſcélerats ! ce mot ſuffit ſeul pour les démaſquer tous. Et pourquoi ſe battroient nos armées ; ſi, pendant quatre années, nous n'avions ni gouvernement, ni conſtitution ? Pourquoi nous épuiſerions-nous en ſacrifices de toute eſpèce, ſi nous ne devions avoir que des loix révolutionnaires ? Que deviendroit l'intérêt national, & à quoi pourroit-il s'attacher ? Et après quatre années d'anarchie, quelle conſtitution aurions-nous ? Grand Dieu ! nous aurions, nous ne pourrions avoir que le deſpotiſme.

Réveillez-vous donc vous tous qui avez juré de maintenir la république ; réveillez-vous, il en eſt temps : encore quelques jours, & les factieux, debout ſur le cadavre de l'empire, s'en diſputeroient les lambeaux.

Un effroyable tableau fixe nos yeux épouvantés. Sous nos pas eſt un abîme immenſe, ſans fond, gouffre dévorant dans lequel l'anarchie, armée d'une torche & d'un poignard enſanglanté, attire, roule & précipite des générations entières ; elles ſont en proie à tous les fléaux des factions, aux calamités des guerres civiles. Tout périt ſous l'effort de la calomnie, ſous le joug des proſcriptions, ſous le glaive des aſſaſſins.... l'incorruptible républicain, l'homme tiède & puſillanime qui n'oſe ſe montrer, l'égoïſte occupé du ſoin de ſe ſauver ſeul dans le naufrage général, les chefs ſcélérats de tous les partis, aujourd'hui deſpotes, demain victimes...... ; le fer moiſſonne les hommes, la famine les dévore.... : eh! pourquoi ? Ils n'avoient point de gouvernement..... On dira ;

ici fut un peuple célèbre, fier & généreux, gouverné par des lois qu'il avoit fait lui-même. Ce n'est plus qu'un immense désert, qu'un cahos inextricable, jusqu'à ce qu'un homme, profondément immoral, mais d'un caractère tenace, d'un esprit ferme & d'un cœur ambitieux, se lève sur les ruines de sa patrie, saisisse d'une main hardie le pouvoir, & dise à l'univers : les factions ont détruit la liberté, j'ai brisé les factions, je vais régner.

Français, ce tableau est horrible ; osez l'envisager ! Et si vous êtes sourds à la voix de la patrie éplorée, de la patrie déchirée par ses propres enfans ; si vous laissez désormais les élections, les pétitions liberticides à la merci des hommes factieux ou égarés, des hommes trompeurs ou trompés, songez que ce tableau est l'avenir, l'avenir prochain qui vous attend.

Mais si enfin vous faisiez entendre la voix fière & mâle qui convient à des républicains ; si, marquant un terme aux désordres de l'anarchie, vous vouliez opposer la masse imposante de vos volontés réunies aux efforts des factieux, aux manœuvres des anarchistes ; si vous vouliez vous pénétrer de cette grande vérité, que tous vos maux n'ont d'autre source que votre criminelle insouciance à l'époque des élections, que votre silence sur les pétitions des anarchistes, que votre torpeur dans les circonstances désastreuses où nous nous trouvons.

Et vous, Représentans, si vous saviez vous montrer grands, fermes & tranquilles au sein des orages ; si vous saviez, respectant vous-mêmes le caractère dont vous êtes revêtus, vous rappeler que tout Français a le droit de vous dire la vérité, mais qu'il ne doit vous approcher qu'avec respect, parce qu'il n'est qu'une fraction du souverain, & que vous êtes la représentation nationale ; si vous étiez indépendans des passions, si votre esprit ne flottoit pas indécis au gré des factions ; si le feu sacré d'un patriotisme épuré

échauffoit vos ames, si vous saviez isoler vos devoirs de vos affections, alors la France reconnoîtroit dans vos délibérations ce caractère mâle & réfléchi, cette indépendance fière & courageuse, ces profondes pensées qui, dans Rome, dominoient jadis les arbitres du monde, & vous assureriez à jamais le sceptre populaire que les tyrans couronnés, que les anarchistes cherchent à briser dans nos mains. Eh quoi! Représentans, un individu vous occupe?.... La patrie est là: vous écouteriez des affections ou des haines périssables?..... Les siècles sont devant vous, & vous allez jetter dans la postérité notre honte ou notre gloire, le bonheur ou le malheur du monde.

Quelle terrible responsabilité morale va donc peser sur vos têtes! Ah! nous vous le dirons d'une voix forte, & qui retentira dans vos ames: Représentans! Représentans! le sort de la République est dans vos mains.

Et nous Français, retraçons-nous tous nos devoirs: le républicain, soit qu'il exerce son droit d'élire, soit qu'élu lui-même, il tienne en main les rênes de l'administration, le républicain ne doit plus voir son intérêt particulier; il ne se doit plus à ses parens, à ses amis, il se doit tout entier à la patrie. Dans un état corrompu, il faut des places pour les hommes; dans une république naissante, il faut des hommes pour les places.

Ne nous laissons point emporter au torrent des factions. Opposons une digue puissante aux coupables efforts des scélérats & des ambitieux. Sachons les connoître, sachons les démasquer, sachons sur-tout les punir. Cherchons la vérité, le bonheur public se trouve sur son chemin. Servons la république de nos bras, de notre fortune & de nos méditations. N'ayons pas ce calme perfide qui appele les tempêtes: mais aussi éloignons de nous ces agitations terribles qui perpétuent le trouble & la division. Soyons fermes, & francs républicains.

A ce prix, le calme & le bonheur reviendront habiter parmi nous. Les factieux seront réduits au silence ; l'anarchie, faute d'aliment, se consumera dans l'ombre. Nos campagnes seront fertilisées, nos villes paisibles, notre commerce florissant, nos lois puissantes, notre gouvernement vigoureux ; la représentation nationale sage & ferme au dedans, respectée au dehors ; la France heureuse, & les nations étonnées nous apporteront les tributs de leur industrie & de leur admiration.

O Français ! voulez-vous la honte, la mort, l'esclavage & le mépris des nations, ou bien voulez-vous le repos, la gloire & le bonheur ? Choisissez ; mais vous avez tous dit : LA LIBERTÉ OU LA MORT.

A Nantes, 6 Mai 1793, l'an deuxième de la République Française. (*Suit un très grand nombre de signatures.*)

LE CONSEIL du Département du Tarn, ouï le Procureur-général-syndic,

Arrête que l'Adresse ci-dessus sera réimprimée & envoyée dans tous les Districts, Municipalités & Sociétés populaires du Département.

A Castres, le 15 Juin 1793, l'an second de la République Française.

COLLATIONNÉ,

FOULQUIER, *Président.*

AZAIS - OULÉS, *Secrétaire-general.*

A CASTRES, de l'imprimerie du citoyen AUGER, l'an second de la République. 1793.